



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 5, numéro 13
Juillet-Septembre 2022
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

**PARADIGMES STRATEGIQUES POUR LE RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE
LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

Felly LUKUNGA NGOMBA

Auditeur pour le Diplôme d'Etudes Approfondies en Relations Internationales, Assistant à
l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC et Secrétaire Général de l'Institut de
Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégique/Kinshasa-RDC
felissanolukunga@gmail.com ; lukunga.n@irges.org

Grâce PONGO DJONDO

Auditeur pour le Diplôme d'Etudes Approfondies en Sciences Politiques et Administratives à
l'Université de Kinshasa, Assistant à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

Patrick BOKELE BAKALI

Auditeur pour le Diplôme d'Etudes Approfondies en Relations Internationales, Assistant à
l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article établit les bénéfices socioéconomiques à tirer d'une meilleure gestion des ressources naturelles de la RDC ainsi qu'une bonne maîtrise d'autres secteurs stratégiques pouvant permettre son rayonnement dans l'échiquier international. A cet effet, huit domaines stratégiques sont évoqués et examinés afin de mieux prendre en compte leurs potentiels pour le développement du pays.

Mots-clés : *paradigme, rayonnement international, position géostratégique, ressources naturelles.*

ABSTRACT

This article establishes the socio-economic benefits to be derived from better management of the DRC's natural resources as well as a good mastery of other strategic sectors that can allow its influence on the international scene. To this end, eight strategic areas are mentioned and examined in order to better take into account their potential for the development of the country.

Keywords: *paradigm, international influence, geostrategic position, natural resources.*

INTRODUCTION

Stratégique grâce à sa position géographique, la RDC l'est aussi par l'abondance et la variété de ses ressources naturelles. Au cours de la conquête, les Belges l'avaient qualifié, à juste titre, de « scandale géologique ». D'autres continuent à lui donner des qualificatifs de scandale sur plusieurs plans.

C'est ainsi qu'on parle de scandale géologique en premier lieu, le deuxième scandale étant celui énergétique et le troisième est lié à l'agriculture et à sa biodiversité.¹

C'est pourquoi, cet article se donne la tâche de proposer, sur fond de projection, les pistes sur lesquelles elle peut compter pour rayonner sur le plan international notamment : la position géostratégique, les potentiels en ressources et le positionnement dans le marché international, la démographie, la culture stratégique et militaire, la culture et la politique.

I. POSITION GEOSTRATEGIQUE DE LA RDC

Sa position au centre de l'Afrique est une donnée permanente dont tout pouvoir politique doit tenir compte et capitaliser pour son rayonnement international. Non sans raison, l'écrivain Frantz Fanon avait présenté ce pays comme la « gâchette » du continent.²

La capitalisation de la position de la RDC se justifie du fait que ce pays est traversé par l'équateur. Cette traversée lui fait bénéficier d'un climat variable au nord et au sud de cette ligne, surtout par rapport aux saisons de pluies, propices pour les activités agricoles.

A ces atouts s'ajoutent la fertilité de ses sols abondamment arrosés et la détention du pactole de l'eau de ses fleuves (Congo et Shiloango),

¹ CROS M. R. et MISSER F., *La géopolitique du Congo (RDC)*, éd. Complexe, Paris, 2006, p. 26.

² *Ibidem.*, p. 27.

convoitée du nord au sud du continent avec, comme corollaire, la possession d'un potentiel hydroélectrique considérable.

Le fleuve Congo est le deuxième au monde par son débit (40 000 m³/s), après l'Amazone (200 000 m³/s) et avec ses affluents, ils constituent le second bassin le plus étendu au monde (3,8 millions de Km²) après celui du grand fleuve sud-américain, l'Amazone (6,95 millions de Km²).

Si le pays met réellement au cœur de sa géopolitique l'agriculture, il va, non seulement, combattre la crise alimentaire qui le frappe depuis de lustre, mais aussi, devenir un pourvoyeur pour ses voisins et diminuer sa dépendance du marché extérieur.

Comme, nous l'avions évoqué ci-haut, ses terres recèlent, non seulement, la moitié des réserves mondiales de cobalt, métal hautement prisé dans l'aéronautique, mais aussi, s'impose comme l'un des quatre principaux producteurs de diamant brut avec le Botswana, l'Australie et la Russie.

Si le pays capitalise ses ressources minières rares en négociant favorablement les contrats miniers et en imposant aux multinationales de transformer sur place les minerais, il y aura des retombées socioéconomiques en République Démocratique du Congo.

Par elle, le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest du continent peuvent être reliés de part en part. Une route, une voie ferrée partant de la pointe la plus septentrionale de l'Afrique ne peut joindre le cap de bonne espérance qu'en la traversant.³ Cet état de chose doit faire de la RDC le carrefour des voies de communication dans le sens Nord-Sud et Est-Ouest au centre du continent. D'autant qu'elle est entourée de neuf pays auxquels elle doit avoir accès par des voies de communication fiables d'une part et est délimitée, sur une trentaine de kilomètres, par l'océan atlantique d'autre part, elle est le seul pays à avoir autant des voisins.

Les ressources en eau et le potentiel de l'huile blanche qu'elle recèle représentent également un enjeu majeur. Ce pays fait, en outre, partie de

³ LUNDA B. V. de P., *Conduire la première transition au Congo-Zaïre*, L'Harmattan, Paris, 2003, pp. 243-245.

l'espace géographique sous-régional, constitué des grands lacs africains qui baignent, en plus de lui-même, le Malawi, le Mozambique, la Zambie, la Tanzanie, le Burundi, le Rwanda, le Kenya et l'Ouganda.

De ces pays, seule la RDC partage cinq frontières lacustres.⁴ Ces caractéristiques confèrent au pays, vu sa taille et l'importance de son couvert forestier, garantie de fertilité, un potentiel agricole considérable et d'une exceptionnelle biodiversité.

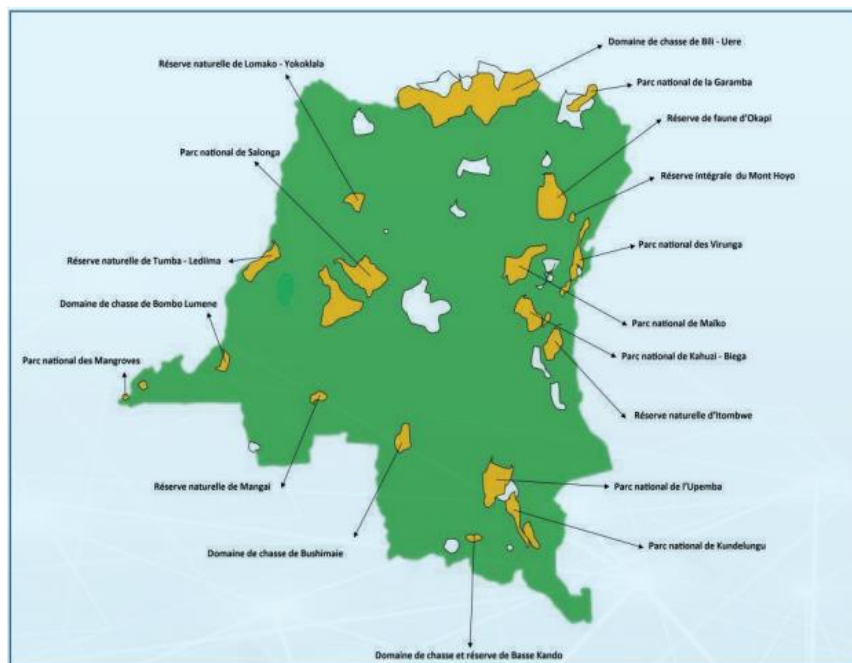
La taille du pays et sa localisation géostratégique au cœur de l'Afrique expliquent également pourquoi la République Démocratique du Congo doit être un acteur clé de l'intégration politique et économique africaine (sur le plan économique), même s'il est encore loin d'être en mesure de jouer pleinement son rôle.

La RDC regorge non seulement des sites splendides (1.156 sites), un fleuve majestueux parsemé de nombreux affluents, avec les escarpements et les nombreuses chutes d'eau, une façade atlantique (+ 40 km), des lacs, mais aussi un potentiel touristique important et diversifié en raison de sa biodiversité, de la prédominance des reliefs (volcans), de sa variété climatique et de sa diversité ethnique et culturelle importante (+ 400).

En outre, la RDC compte plus ou moins 1000 essences forestières, 480 espèces des mammifères, 1139 espèces d'oiseaux, 13.000 espèces de poissons, 350 espèces de reptiles, 220 espèces de batraciens et plus de 11007 angiospermes qui lui permettent d'occuper le 5ème rang de la méga-biodiversité dans le monde.

Certains parcs nationaux sur les neuf dont dispose la RDC, sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial notamment : le Parc National de Virunga, le Parc National de la Garamba, le Parc National de Kahuzi-Biega, le Parc National de Salonga,...

⁴ *Ibidem*.



Source : ANAPI.

En raison de ses ressources en eau et en électricité, elle doit construire de véritables partenariats dans la stratégie des organisations sectorielles créées par la SADC tels le SAPP ou le SATCC.

II. POTENTIELS EN RESSOURCES ET POSITIONNEMENT DANS LE MARCHÉ INTERNATIONAL

La RDC, dont l'économie reste très dépendante du secteur minier, soumis aux aléas des cours internationaux, est un Etat qui reste en situation de fragilité. Voilà pourquoi, il s'avère nécessaire de la diversifier afin de lui permettre à faire face aux aléas et rester compétitive. Pour cela, nous avons ciblé quelques secteurs clés en l'occurrence : l'agriculture, l'industrie, le numérique et le tourisme.

La position de l'espace national dans la région, et au-delà sur la planète, est sans doute plus significative sur le plan économique. C'est ainsi que grâce à ses voies de communication à savoir : les routes maritimes, fluviales, lacustres, routes, rail et voies aériennes existantes et le pays peut

se développer à cause du fait qu'elle peut arriver à écouler sa production industrielle, artisanale, agricole, agroalimentaire, culturelle... d'une part et acheter les productions des autres, d'autre part.

Il s'agit en un mot de produire, de vendre et d'acheter, ce qui peut faire de la RDC un carrefour économique, et même en pool de développement.

II. 1. Agriculture

La République Démocratique du Congo offre plusieurs opportunités d'investissement dans le secteur agricole allant de la production à la commercialisation, afin de créer une chaîne de valeur compétitive au niveau de la sous-région. L'intelligence stratégique au cœur de la gouvernance de ce secteur va certainement conduire ce pays à répondre à sa vocation du grenier d'Afrique et du monde en nourrissant près de deux milliards de personnes par son potentiel agronomique exceptionnel et une superficie de terres agricoles inégalée en Afrique, la RD Congo est à même de nourrir deux milliards de personnes.

« On ne le dira jamais assez, la nourriture constitue une arme puissante au service de celui qui la produit en surplus. Un peuple affamé reste un peuple faible, à qui le détenteur de nourriture peut tout imposer contre quelques morceaux de chikwangue »⁵, dit Emile Bongeli.

D'où toute l'importance qu'il faut porter sur les activités productives des aliments pour les hommes que sont l'agriculture, l'élevage et la pêche. Ce sont des activités que la RDC devrait impérativement subventionner pour éviter la dépendance alimentaire qui constitue la pire, la plus mortelle et la plus humiliante des dépendances. Quels qu'en soient les coûts, aucun pays responsable ne peut compter, pour son alimentation, exclusivement sur les denrées produites hors de ses frontières.

⁵ BONGELI Y. A. E., *La mondialisation, l'Occident et le Congo Kinshasa*, L'Harmattan-RDC, Kinshasa-Paris, 2011, pp. 211-212.

L'arme alimentaire a été utilisée par l'Occident par le biais des mécanismes divers mis en place par les différentes coopérations qui ont réussi, de manière savante et profitant de la malléabilité et de la corruptibilité des dirigeants, à rendre la RDC entièrement dépendante de coûteuses, capricieuses et infernales importations alimentaires.

Le tableau ci-dessous démontre les potentialités agricoles du pays en termes des zones favorables.

[illegible]

N°	Provinces Spécifications	Kongo – Central	Ex- Bandundu	Grand Equateur	Kasai- Central	Kasai- Or	Maniema	Ex- Prov. Or	Nord- Kivu	Sud- Kivu	Grand- Katanga
Cultures pérennes ou de rentes											
01	Fibres										
02	Hevéa										
03	Millet										
04	Palmier à huile										
05	Café										
06	Quinquina										
07	Cacaoyer										
08	Tabac										
09	Coton										
10	Pyrethre										
11	Thé										
12	Courge										
13	Canne à sucre										
14	Papaine										
15	Sésame										
16	Urena										
17	Voandzou										

Source : Agence Nationale des Investissements de la RDC.

Outre les potentiels agricoles, il sied de reconnaître que la RD Congo dispose d'un riche potentiel halieutique qui est estimé à 707 000 tonnes de poissons par an. Ce potentiel halieutique est réparti en trois principales catégories de surfaces d'eau, pour un total estimé à 86 000 km² : l'océan Atlantique, le fleuve Congo et ses principaux affluents, les lacs et leurs affluents.⁶

⁶ Agence Nationale pour la Promotion des investissements, Guide de l'investisseur, Kinshasa, novembre 2020, p. 33.

Nom	Potentiel	Production
Lac Tanganyika	450 000	12 000
Lac Kivu	12 000	Non disponible
Lac Albert	13 300	Non disponible
Lac Moëro	28 000	13 000
Lac Tshangalele	4 500	1 600
Lac Nzilo	2 500	400
Dépression de Kamalondo	30 000	15 000
Fleuve Congo	137 000	60 000
Côte atlantique	6 000	1 600

Source : Agence Nationale pour la Promotion des Investissements.

Sur l'élevage, il sied de noter les étendues d'herbage et des savanes de la RDC sont susceptibles de supporter un élevage de plus ou moins 40 millions de têtes de gros bétail. Cependant, le cheptel national Congolais est très diversifié et dominé pondéralement par les caprins en terme des têtes d'animaux : 11% de bovins, 14% d'ovins, 15% de porcins et 60% de caprins.

ESPECES	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bovins	794 773	842 453	893 006	946 585	1 003 378	1 005 385
Ovins	904 080	904 984	905 889	906 794	907 700	909 515
Caprins	4 052 161	4 085 287	4 064 322	4 070 416	4 074 482	4 082 631
Porcins	977 379	981 158	984 952	988 461	992 584	994 569
Volailles	20 067 452	20 127 655	20 188 039	20 248 604	20 308 997	20 349 615

Source : Ministère de l'Agriculture, Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Kinshasa, 2016.

PROVINCES	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Kinshasa	794	842	893	946	1 003	1 005
Kongo-Congo	67 476	71 524	75 816	80 365	85 187	85 357
Ex. Bandundu	161 418	171 102	181 369	192 251	203 786	204 194
Ex. Equateur	4 928	5 224	5 537	5 869	6 221	6 233
Ex. Province-Orientale	217 768	230 832	244 683	259 364	274 925	275 475
Maniema	79	84	89	94	100	100
Nord-Kivu	77 809	82 477	87 426	92 671	98 231	98 427
Sud-Kivu	88 618	93 934	99 571	105 545	111 877	112 101
Ex .Katanga	125 495	133 023	141 006	149 466	158 434	158 751
Ex. Kasai-Occidental	32 903	34 877	36 970	39 188	41 539	41 622
Ex. Kasai-Oriental	17 485	18 534	19 646	20 825	22 075	22 119
Total	794 773	842 453	893 006	946 585	1 003 378	1 005 385

Source : Ministère de l'Agriculture, Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Kinshasa, 2016.

Le préalable à la promotion de l'agriculture reste le renouvellement des voies de communication susceptibles de faciliter l'évacuation des denrées produites vers les centres de consommation.

Cependant, la réouverture des routes devrait aider, non seulement les paysans à produire davantage, mais aussi permettre l'émergence d'une élite agricole nationale, capable d'exploiter à moyenne ou à grande échelle les vastes surfaces arables dispersées dans le territoire congolais. Cette promotion de l'élite agricole nationale devrait préoccuper l'Etat congolais.

II. 2. Industrie et infrastructures

Pour expliquer que l'Afrique reste le continent le moins industrialisé de la planète, les experts avancent souvent un manque d'électricité, des infrastructures défaillantes et une difficulté d'accès aux capitaux. En

République Démocratique du Congo (RDC), s'ajoute à cela une corruption à grande échelle.⁷

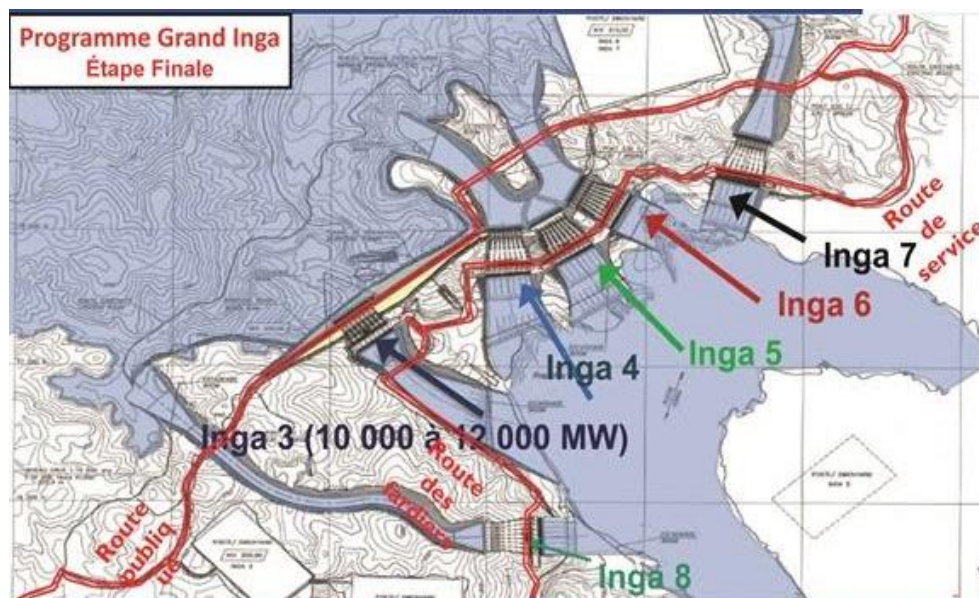
Pourtant, l'industrialisation du plus grand pays d'Afrique francophone constitue une priorité, une urgence même tant la situation économique, aggravée par la volatilité des cours des matières premières, se dégrade sur fond de crise politique.

Des choix industriels désastreux y avaient été amorcés par défaut de gouvernement responsable. C'est ainsi qu'on a vu construire dans ce pays une raffinerie de pétrole conçu pour traiter le brut importé de l'extérieur, alors que l'extraction du brut congolais se fait au même site pour être raffiné ailleurs, sans que les Congolais aient la moindre capacité d'évaluer les quantités extraites. Il en est de même de la Sidérurgie de Maluku, livrée clés en mains et dont le fonctionnement a été bloqué du fait d'avoir été conçu pour traiter les mitrilles importées de l'Italie, pays constructeur de l'usine.

Quant au barrage hydroélectrique de Inga dont la puissance estimée est une des plus grandes au monde, on constate que cet ouvrage alimente le Congo-Brazzaville (ce qui est explicable) ainsi que la très lointaine Afrique du Sud via la Zambie, le Zimbabwe et le Botswana grâce à une ligne de transport qui traverse honteusement et étonnamment de longs espaces voués à l'obscurité (notamment les villes de Kikwit, de Kananga et de Mbuji-Mayi) pour ne s'intéresser qu'au Katanga minier et à l'exportation. Cette unité de production d'électricité n'intéresse ni les villes de la province du Kongo Central ni, encore moins les villages environnants.

L'Etat responsable reste donc le plus grand défenseur des intérêts nationaux. Ainsi, nous espérons que le projet grand Inga permettra un réel décollage de l'économie congolais par l'intensification de la production locale, mais également au profit des populations.

⁷ TILOUINE J. et MONNIER X., « En RDC, l'industrialisation freinée par la corruption », dans *Le Monde Afrique*, du 13 février 2017, disponible sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/02/13/en-rdc-l-industrialisation-freinee-par-la-corruption_5078790_3212.html, consulté le 14 juin 2022.



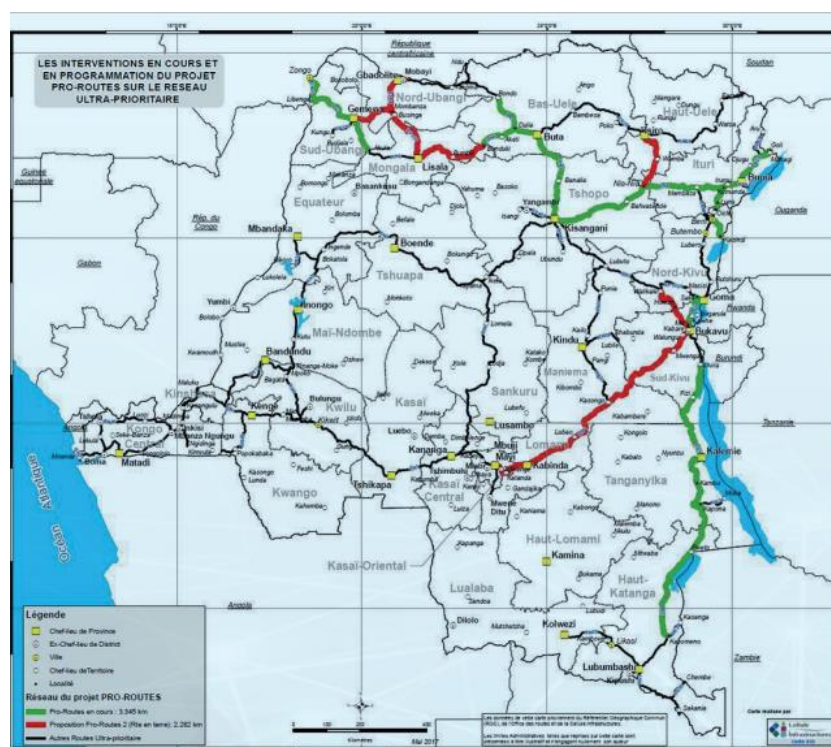
Source : <https://www.diplomatinvestissement.com/fr/news/4281/grandinga--laquerre-des-alternatives-pour-construire-inga-iii>

Ce secteur étant totalement libéralisé, le pays devrait enregistrer des flux entrants importants des investissements domestiques et étrangers.

La question du choix des partenaires, des préférences industrielles, des termes et des conditions de négociation des accords, des domaines à exploiter, des formes d'exploitation, des sites d'implantations d'usines... tout cela forme des questions qui relèvent des prérogatives de l'Etat seul, à travers des dirigeants qu'il faut contrôler afin que les intérêts de la République priment en toute circonstance.

Nul expert extérieur ne peut se substituer à l'expert citoyen. Venir en appui, en consultance ne donne aucun droit à la décision. L'économie du pays est donc une question essentiellement nationale, qui doit concerner avant tout les enfants du pays. Les questions qu'elle suscite sont éminemment politiques. Ces questions sont trop importantes pour être l'affaire des étrangers, fussent-ils intelligents et de bonne foi, leur but étant avant tout de gagner de l'argent à n'importe quelle condition.

Les infrastructures devraient constituer l'une des priorités indéniables du Gouvernement de la République Démocratique du Congo. Il serait mieux que les efforts considérables soient consentis pour la réhabilitation et la modernisation des infrastructures de base du pays afin de consolider l'intégration économique du pays. Le schéma ci-dessous explique l'état des infrastructures routières de la RDC.



Source : Agence Nationale pour la Promotion des Investissements.

Avec la libéralisation du secteur des infrastructures, il y a lieu que le secteur privé puisse souscrire au financement des projets partant de la loi sur le Partenariat Public-Privé promulguée en 2018.

II. 3. Le numérique

Le numérique fait partie des éléments clés de la géopolitique d'intelligence stratégique en ce sens qu'elle va permettre la RDC d'entre de plein pied dans l'économie numérique.

Dans cette perspective, il est attendu un accroissement significatif de la contribution des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication au développement économique et social du pays, bénéficiant aux acteurs du secteur, aux services publics et aux ménages. Cette vision étatique devrait se matérialiser par le truchement de l'amélioration de la gouvernance de ce secteur, l'investissement dans l'infrastructure nationale haut débit, l'amélioration de l'accès de la population aux TIC, le passage de la télévision analogique à la télévision numérique (TNT), etc.

L'émergence du monde immatériel a concentré l'attention sur l'innovation et les capacités offertes par les technologies de l'information.⁸ Ce « second monde », symbolisé par internet, doit être vu par la RDC comme une source d'opportunités et de créativité.

Dans le « premier monde », la différence dans le jeu des acteurs s'exprime à travers la capacité à penser l'accroissement de la puissance. La définition des objectifs de conquête maritime ou terrestre en est l'expression la plus concrète.

Le monde immatériel, dans lequel nous invitons la République Démocratique du Congo est-il appelé à suivre une évolution comparable ? Plusieurs facteurs semblent le démontrer. La vision apaisée d'un internet mondialiste en anglais est en train de se dissiper sous l'effet des politiques menées par des pays qui affirment leur prétention à sauvegarder leur souveraineté.

La Chine et la Russie ont créé des frontières linguistiques en inventant l'internet en langue locale (chinois, russe). Dans ce nouvel espace d'expression, la question du contrôle et de la surveillance du contenu circulant « dans les tuyaux » est très vite devenue un sujet de démarcation entre les partisans de la liberté absolue et les défenseurs d'une censure d'Etat.

⁸ HARBULOT C., « Internet, outil de puissance géopolitique ? », dans *Revue des Médias*, 27 août 2019.

C'est dans cette perspective que nous préconisons l'intégration de la cryptologie dans le processus de numérisation de l'Administration Publique de la RDC pour contrer les interférences extérieures et couper la route au cyberterrorisme. L'avance accumulée dans l'exploitation des multiples vecteurs de diffusion de l'information donne aujourd'hui une place prédominante dans l'économie numérique.

La transformation numérique pourrait changer la donne pour la RDC. Elle représente l'occasion de dynamiser la croissance économique et l'industrialisation, de réduire la pauvreté et d'améliorer la vie des populations.⁹

Les technologies numériques peuvent stimuler l'innovation, la croissance économique et la création d'emplois dans de nombreux secteurs clés de l'économie congolaise. Elles peuvent renforcer l'accès de tous aux marchés et aux financements pour la nouvelle génération.

La promotion de sa transformation numérique permettra également d'optimiser son influence dans des domaines comme la santé, l'énergie, le transport, l'agriculture, l'éducation et la facilitation à l'accès aux services sociaux de base. Avoir accès à une connexion internet sûre et stable est essentiel pour réduire la fracture numérique et les inégalités.

A ce sujet, l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements de la RDC projette que d'ici à 2030, toute l'administration publique ainsi que les services spécialisés des postes frontaliers devront être informatisés et le pays devra disposer d'un capital humain de qualité et suffisant dans le domaine des TIC.

A l'horizon 2050, plus de 50% des ménages utiliseront la fibre optique et plus de 90% se connecteront à internet via leur téléphone mobile. La RD Congo devra développer le marché de la robotique (technologie numérique) et deviendra un marché important de téléphones, de logiciels,

⁹ La Rédaction, « RDC : le numérique, la clé du développement du pays », 25 mars 2022, disponible sur <https://zoom-eco.net/a-la-une/rdc-le-numerique-la-cle-du-developpement-du-pays/>, consulté le 14 juin 2022.

des jeux vidéo et de la technologie 3D. Il sera attendu également un essor important de l'e-commerce.¹⁰

Ainsi donc, la RDC doit cesser d'aborder la question du numérique seulement par une approche purement technique censée répondre aux besoins du marché intérieur. Elle devrait aussi considérer l'intelligence artificielle comme arme stratégique de contrôle, d'espionnage, de contre-espionnage,... et par ricochet faire face aux nouvelles formes de rapports de force aux plans sous-régional, régional et mondial.

En effet, les nations les plus avancées d'un point de vue militaire sont amenées, au risque de devenir des puissances de second rang, à rechercher sans cesse à la fois des parades, des moyens de minimiser l'influence de tel ou tel système d'armes, tout en tentant d'acquérir, à travers la recherche et le développement (R et D) de nouveaux systèmes aux effets dévastateurs sur le champ de bataille.

La révolution électro-informatique a considérablement renforcé ce phénomène. Elle l'a élargi au spectre électromagnétique, où la course à la supériorité et à l'invulnérabilité se déroule en temps quasi réel lorsqu'il s'agit de pénétrer les systèmes informatiques ennemis, de les brouiller ou de les détruire.

II. 4. Le tourisme

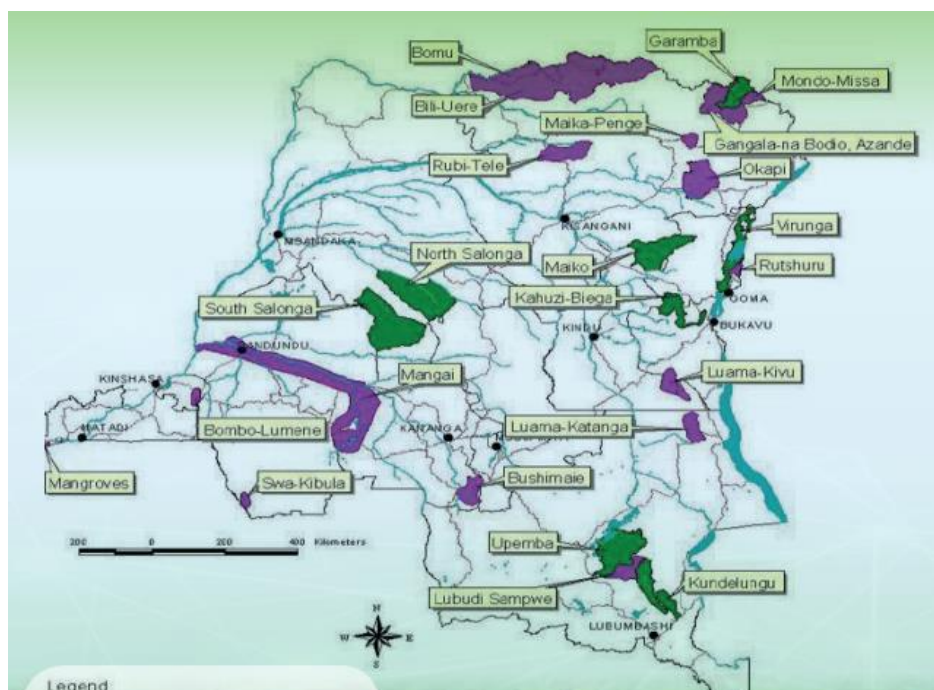
En République Démocratique du Congo, le secteur du tourisme est généralement dominé par le segment des hommes d'affaires, complété par celui des nostalgiques, en provenance d'Europe essentiellement, venus à la recherche d'une Afrique ancestrale, celle des savanes et des grandes forêts équatoriales.

Au milieu de ces flux, le touriste congolais reste une espèce rare dans son propre pays. L'élite politique congolaise devrait développer ce secteur dans l'espoir de voir le pays prendre toute la part à laquelle il peut prétendre sur un marché international en pleine expansion et compter pour cela sur ses multiples atouts naturels.

¹⁰ Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, *Loc. cit.*, p. 88.

De ce point de vue, elle dispose, en effet, de neuf parcs nationaux, dont cinq classés au patrimoine mondial de l'humanité, et d'une soixantaine de réserves et autres domaines de chasse encore insuffisamment mis en valeur. Entre sa faune et sa flore endémiques, son hydrographie extraordinaire lui offre des cours d'eau spectaculaires et des lacs majestueux.

Le pays a plus d'un argument touristique à faire valoir. Il peut aussi compter pour cela en s'appuyant sur ses voisins, en favorisant l'interconnexion des circuits touristiques existants, pour accroître l'attractivité de son offre et celle de toute la sous-région. En mettant en avant des thèmes comme la musique, l'artisanat ou la gastronomie. Ci-dessous, la carte des principaux sites touristiques de la République Démocratique du Congo.



Source : ANAPI.

II. 5. Démographie

Suivant l'aspect quantitatif de la population congolaise, les conflits qui ont agité la vie de la RDC depuis près d'une vingtaine d'années ont profondément affaibli son appareil administratif.

Le dernier recensement date de 1984. Les estimations de sa population proposées ne peuvent donc être basées que sur des observations partielles ou indirectes et essentiellement sur des projections. Présentement, par exemple, la population a été estimée à environ 90 millions d'habitants.

Une première caractéristique de sa population est sa croissance rapide malgré la crise, c'est-à-dire malgré toutes les maladies, les épidémies et les traumatismes liés aux guerres et à la situation socioéconomique difficile. Mais des indices existent d'un ralentissement de la croissance. Les prévisions faites indiquaient un ralentissement de la croissance après une dizaine d'années. Un des éléments en est le recul de l'âge moyen au mariage suite à l'allongement des études.

Au plan qualitatif, ce géant pays qui dispose d'importants cadres universitaires malgré le taux élevé de l'analphabétisme doit capitaliser cela pour dans les innovations, l'entrepreneuriat et la recherche scientifique et le numérique. La qualité de ses enseignements tant au niveau primaire, secondaire, universitaire ou postuniversitaire est toujours d'une grande considération à l'étranger.

Le tableau ci-dessous nous présente les prévisions sur la population de la RDC.

Hypothèse	2015	2020	2025	2030	2035
Optimiste	77.266.816	92.598.280	109.873.904	127.838.040	146.041.040
Constante	77.266.816	93.053.072	111.786.024	133.596.248	159.705.472
Explosive	77.266.816	93.203.520	112.403.544	135.112.560	162.726.368

Source : Source : INS et PNUD, le PNSD de la RD Congo.

La population de la RDC est estimée à 92 millions dont la population jeune de moins de 20 ans représente une proportion de 61% de la population totale.

Ainsi, l'intelligence stratégique au cœur de la gouvernance de ce pays devrait le conduire à la mise en place des projets socioéconomiques et environnementaux qui tiennent compte des enjeux de la progression démographiques. Elle joue un rôle primordial pour l'élévation d'une Nation

dans la mesure où le principal acteur du développement de la collectivité nationale demeure l'homme ayant bénéficié d'un système éducatif efficient et efficace.

II. 6. Culture stratégique de l'armée et technologie

L'élite politique du pays sera gravement irresponsable si elle pense régler ses problèmes sécuritaires en utilisant sans aucune rationalité et sans un réel engagement républicain, ses vaillantes forces armées auxquelles les gouvernants s'appliquent à désorganiser et à affaiblir de l'intérieur par des trahisons et des infiltrations.

L'Etat congolais serait de même irresponsables s'il pense que la meilleure façon de mobiliser ses énergies, c'est d'opérer des recrutements dans l'armée dont les conditionnalités sont secrètes et non conformes aux critères constitutionnels. Est-ce que le problème de l'armée congolaise est celui de rajeunissement ou plutôt de son organisation. Ceux qui sont aujourd'hui sous le drapeau sont mal pris en charge, mal formés, mal équipés, mal logés (construction des huttes et cases dans les camps militaires), sous-payés, souvent impayés, etc.

Chacun sait que chaque fois que ces forces armées étaient bien formées, bien équipées, bien organisées et bien encadrées, sous un leadership efficace, partageant au-delà de leurs origines le devoir de défendre la Patrie, elles ont toujours su faire l'honneur de leur uniforme et de leur drapeau.

Sans remonter jusqu'aux victoires de la Force publique notamment à Luvungi, Tabora, Mahenge, Saio, Assossa, Gambela, comment oublier ces hauts faits d'armes de ces troupes, de ces commandos, de ces parachutistes, de ces fantassins ? Citons aussi les performances de ces forces d'intervention au Tchad sur la bande d'Aozou.

On ne peut pas parler d'Etat sans armée. C'est un leurre de penser qu'un pays aux immenses ressources naturelles comme la RDC, objet de tant de convoitises des puissances occidentales impérialistes, puisse vivre en paix et se développer sans une armée républicaine, moderne, forte et dissuasive, dotée chaque année de ressources budgétaires conséquentes.

Depuis plusieurs années, le pays parle de la réforme de l'armée. A ce sujet, des projets divers sont enfouis dans les tiroirs du Ministère de la Défense nationale. Il y a eu brassage des troupes, mixage des hommes et intégration des unités, mais fondamentalement, la structure, l'organisation, la doctrine et les stratégies de la défense n'ont jamais été requalifiées.

A ce jour, ce travail-là reste à faire. C'est la raison pour laquelle, il appartient au gouvernement de dire la vérité à son peuple et d'expliquer pourquoi ces différentes réformes de l'armée n'ont pas encore abouti ; et de soutenir financièrement et techniquement la réforme de l'armée congolaise. Par ailleurs, en démocratie les questions de défense, de sécurité, de guerre, de paix ne peuvent rester des questions taboues, discutées à huis clos.

On comprend aujourd'hui qu'aucune victoire n'est possible sans l'engagement et la mobilisation de l'ensemble de la population. Pour être efficaces, cet engagement et cette mobilisation exigent du pouvoir en place une transparence dans les politiques mises en œuvre.

La force militaire consiste en la taille des forces armées, leurs équipements et stratégies. De par la diversité stratégique de différentes nations dans la formation de l'armée congolaise, celle-ci présente des signes d'une meilleure armée dans le tout prochain avenir. Sous Mobutu, la coopération militaire fut confiée à la fois à la Belgique, à la France, à Israël, aux Etats-Unis, à l'Italie, à l'Allemagne, à l'Egypte, à la Chine et à la Corée du Nord, en pleine Guerre Froide. Des telles coopérations militaires ont aussi subsisté sous Laurent-Désiré Kabila, durant laquelle se succédèrent à Kinshasa instructeurs rwandais, ougandais, tanzaniens, soudanais, zimbabwéens et angolais.

Même actuellement, les unités de l'armée congolaise se trouvent entraînées par les casques bleus de la MONUSCO parmi lesquels pakistanais, chinois, libanais, uruguayens, sud-africains... Ceci peut leur permettre d'acquérir plusieurs stratégies militaires selon qu'ils sont entraînés par les spécialistes de différentes grandes armées du monde.

Cette présence militaire étrangère peut profiter à l'armée congolaise un transfert de technologie militaire et la diffusion d'une culture militaire. Mais cette intervention de différentes armées dans la formation des unités congolaises n'est jamais sans inconvénient, car la RDC ne retrouvera pas sa spécificité par rapport à ces dernières.

Plusieurs groupes armés, bien qu'ayant ratifié leur engagement dans la cessation des hostilités et leur processus à l'intégration dans l'armée régulière, continuent à être les semeurs de plusieurs tracasseries sur les populations civiles. Cette armée donne le spectacle d'un corps dont les membres se combattent parfois les uns contre les autres et dont la fiabilité est des plus aléatoires, les chefs militaires obéissent encore à leur propre agenda qu'à celui de l'armée.

Au plan technologique, le pays dispose d'assez d'atouts pouvant lui permettre la fabrication d'armes sur son sol. Le Congo fut un enjeu stratégique durant la Seconde Guerre mondiale, en tant que détenteur de la mine d'uranium de Shinkolobwe, au Katanga, qui servit à la fabrication des bombes atomiques larguées en août 1945 sur Hiroshima et Nagasaki au Japon. Durant aussi presque toute la Guerre Froide, il constituera un fournisseur important de cuivre et de cobalt du « monde libre ».¹¹ Mais fort surprenant, il n'y existe pas, les industries à fabrication d'armes.

II. 7. Sur le plan culturel

Pour rappel, la dimension culturelle des Relations Internationales suppose cette capacité des peuples à produire des idéologies susceptibles de permettre des avancées positives sur la scène internationale. Le peuple congolais est travailleur, capable d'atteindre toutes les performances lui exigées.

La RDC pourrait se tailler une certaine place au point de vue scientifique par la qualité de ses enseignements tant primaire, secondaire, professionnel, universitaire et postuniversitaire. Sur ce plan, elle semble, via ses leaders, avoir émis certaines idéologies qui ont eu de l'influence sur la

¹¹ CROS M. F. et MISSER F., *Op. cit.*, p. 26.

scène internationale. Dans les années 70 par exemple, le retour à l'authenticité prôné par feu Président Mobutu a été une idéologie qui avait tracé une certaine ligne de conduite aux congolais et qui a permis une certaine cohésion nationale.

Kabila père, lui, voulait aussi inculquer au peuple congolais une idéologie, mais celle-ci a vite disparu alors qu'elle était à sa phase embryonnaire. Avec la transition de 2003 jusqu'à nos jours, rien n'est à signaler comme idéologie dans laquelle l'un ou l'autre acteur politique de cette période voudrait embarquer tous les Congolais.

Nous ne pouvons pas nous en passer, dans ce plan culturel, de la dimension sportive où on veut faire l'équipe nationale, le léopard, championne de l'Afrique et la dimension musicale où on reconnaît au niveau mondial qu'il y a de la bonne musique. Ces deux aspects permettraient d'abord une unité nationale et d'influencer un certain comportement sur la scène internationale.

II. 8. Politique

Ici, il s'agit de la capacité des peuples, gouvernants et gouvernés, à s'organiser pour atteindre des objectifs communs, d'autant plus que cela concerne un pays qui constitue un espace déterminant dans la défense des intérêts convergents avec ceux de l'Occident en Afrique. Pour tirer le pays du gouffre de la transition, le peuple congolais avait conçu l'idée du gouvernement 1+4, c'est-à-dire un Chef d'État assisté de quatre adjoints, en vue de satisfaire toutes les tendances politiques ou civiles assoiffées de pouvoir.

Cette stratégie était le fait d'une grande moquerie aux vues des autres Etats, mais elle a permis une avancée positive dans sa consolidation et sa recherche de la paix. C'est le cas du Dialogue inter-congolais qu'elle avait organisé en Afrique du Sud (2002-2003) qui a réussi à se doter d'institutions issues des élections tenues en 2006. A l'instar de l'Afrique du Sud d'après

l'apartheid, elle devra tenir une grande rencontre de « vérité et réconciliation » sans exclusive.

Le pouvoir, l'opposition politique, les mouvements armés (tous), la société civile, doivent donc participer à cette rencontre de vérité et de réconciliation pour un plus grand débat national autour des termes de référence ci-après : les causes et toute la vérité sur les guerres à répétition à l'Est et les moyens d'y mettre un terme ; la crise de légitimité : les questions de bonne gouvernance et de droits de l'homme.

Il faut recréer la cohésion nationale. Le pouvoir en place devrait créer des conditions de décrispation politique par des gestes forts. Il connaît très bien le cahier des charges de l'Opposition et de la Société civile. Aussi longtemps que l'on sera divisé et fragile à l'intérieur, la Communauté internationale ne pourra que se limiter à faire des communiqués sans lendemain. La responsabilité première de rechercher la paix et la stabilité politique incombe aux leaders congolais.

CONCLUSION

Le contexte géopolitique international impose à la République Démocratique du Congo de tenir compte de la portée stratégique de la gestion des ressources naturelles. Il se constate que de nombreuses économies émergentes en importent de grandes quantités, et cette demande accrue ne rend que plus urgente une meilleure gestion de ces ressources.

Cette recherche s'est donné la charge de relever les bénéfices socioéconomiques à tirer d'une meilleure gestion des ressources naturelles, mais aussi, de diversifier les secteurs, afin d'encourager une meilleure planification pour la croissance et le rayonnement international.

L'intérêt de mettre en place une vision géopolitique qui vise à dynamiser le changement et promouvoir une gestion durable des institutions et de l'espace géographique de la RDC. Ces dimensions et enjeux de plusieurs ordres ont souvent été sous-estimés dans les démarches antérieures de ce pays.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANAPI, Guide de l'investisseur, Kinshasa, novembre 2020.
- BONGELI Y. A. E., *La mondialisation, l'Occident et le Congo Kinshasa*, L'Harmattan-RDC, Kinshasa-Paris, 2011.
- CROS M. R. et MISSER F., *La géopolitique du Congo (RDC)*, éd. Complexe, Paris, 2006.
- HARBULOT C., « Internet, outil de puissance géopolitique ? », dans *Revue des Médias*, 27 août 2019.
- La Rédaction, « RDC : le numérique, la clé du développement du pays », 25 mars 2022, disponible sur <https://zoom-eco.net/a-la-une/rdc-le-numerique-la-cle-du-developpement-du-pays/>.
- LUNDA B. V. de P., *Conduire la première transition au Congo-Zaïre*, L'Harmattan, Paris, 2003.
- TILOUINE J. et MONNIER X., « En RDC, l'industrialisation freinée par la corruption », dans *Le Monde Afrique*, du 13 février 2017, disponible sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/02/13/en-rdc-l-industrialisation-freinee-par-la-corruption_5078790_3212.html.